

# MESSAGER DE TAITI.

Journal Officiel des Établissements français de l'Océanie.

MATAHITI 9. — N<sup>o</sup> 38.

TE VEA NO TAITI.

TAPATI 23 NO TETEP.

On s'abonne à l'imprimerie.  
Un an 15 fr. — Six mois 10 fr. — Trois mois 6 fr.  
Payables d'avance.

DIMANCHE 23 SEPTEMBRE 1860.

Annances 4 fr. la ligne.  
Autres républics moitié prix.  
Au comptant.

## SOMMAIRE.

PARTIE OFFICIELLE. — Annulation d'un jugement de la Haute Cour indigène. — Nomination d'un Juge.  
PARTIE NON OFFICIELLE. — Trois Avis de l'Administration. — Deux Arrêts du Maire de la ville de Brest.  
NOUVELLES LOCALES. — Jugement du Tribunal correctionnel mixte des îles de la Société. — Jugements de la Haute Cour pendant le mois de juillet. — Avis divers. — Mouvements du Port de Papeete. — Mercerie. — Tableau d'abattage.

## PARTIE OFFICIELLE.

### GOVERNEMENT DU PROTECTORAT.

HAU TAMARU

Pomare IV.  
et le Commandant Commissaire Impérial,  
Vu l'article 31 de la loi du 30 Novembre 1855, sur les Jugements;

Vu la réclamation faite par la femme Maapa-a-Tohi, du district d'Huani, contre un jugement des Tophitis, en date du 26 juillet 1859, qui partage un terrain nommé *Maire*, situé dans le district d'Huani, entre elle et le nommé Papauru, du district de Maates, réclamants tous deux par droit de descendance;

Attendu que le partage de cette terre a été fait contrairement aux articles 70 et 73 de la loi de 1855, puisque les parties en sont pas du tout parentes l'une de l'autre;

Vu l'irrégularité de pareils faits;

Ordonnons :

Le jugement rendu par la haute cour, le 26 Juillet 1860, concernant le partage de la terre *Maire*, située dans le district d'Huani, est déclaré nul et de nul effet.

L'affaire sera portée devant la Haute Cour, à sa prochaine session.

La présente Ordonnance sera enregistrée au greffe de la haute Cour, à la troisième section des affaires indigènes, et publiée au *Messenger*.

Papeete, le 15 septembre 1860.

Pour la Reine, Le Régent : PARATA.

Le Commandant Commissaire Impérial.

Signé : E. G. de la RICHERIE.

### NOMINATIONS.

Par décision de S. M. la Reine Pomaré et de M. le Commandant Commissaire Impérial, en date du 11 Septembre 1860, l'indigène Pehue est nommé juge du district de Punaania.

### PARTIE NON OFFICIELLE.

Les juges des districts sont invités à s'occuper de faire rentrer l'impôt des Écoles, l'arrière du l'impôt de la Fare-Apoo-raa, et les amendes prononcées par la haute Cour des Tophitis et par la Cour d'appel indigène, et de les apporter avec eux lorsqu'ils viendront pour être payés.

Les fonctionnaires indigènes de Taïti et de Moorea, sont prévenus, que le paiement de leurs indemnités, acquises pour le troisième trimestre 1860, commencera au bureau du chef de la première section des Services indigènes le 3 du mois d'octobre, et continuera jusqu'au 20 du même mois inclus; ceux qui ne se présenteront pas avant ce délai ne seront pas payés; ils seront obligés d'attendre jusqu'au prochain paiement.

Novembre IV. — Le *Arri* vahine o te mau fenua Tolaie e te mau fenua e au mai, e te Tomania te Auvaha o te Enepera.  
I te hio raa i te irava 38 o te ture no te 30 no Novema no te mau haava raa.

I te hio raa i te parau i boro hia mai e te vahine raa a a Maapa-a-Tohi no te matacina raa no Huani no te hee haava raa a te mau Tophiti (te mahana 25 no Tuaru 1860, te vahiti i te hee fenua o *Maire* te iqa, te vai i roto i te matacina raa i Huani, rona, e no te iaia raa no Papauru no te matacina raa no Maates, tei tiou mai raa'ua toopiti na nia i te rana Tupuna.

I te hio raa e aore raa te vahiti raa o teienu fenua i au noa' e i na irava 70 e te 73 no te Ture no te matahiti 1855, no te mea aore raa'ua na fatu parau i rira e fétii, te tahi no te tahi.

I te hio raa hoi i te fia ore raa o te reia'ua na mau ho-apao raa.

Te faue nei:

Te parau i faata hia e te Haava raa rahi i te 26 no Tuaru 1860 no te vahiti raa i te fenua raa o *Maire* te vai i roto i te matacina raa i Huani, te faatua hia nei i a ei mea mana ore e te faatua ore.

E afai hia teienu ohipa i mua i te haava raa rahi i teio putaputu raa i mua nei.

E papai hia teienu faau raa i te fare tora no te papai raa parau a te haava raa rahi, i te toha tora o te mau ohipa tahi, e tenei hia hoi na roto i te Vea.

Papeete le 15 no Tétapa 1860.

Na te Arri vahine o te mau fenua Tolaie teimoe e ainei.

Papaiti : Paraita.

Te Tomania te Auvaha o te Enepera.

E. G. de la RICHERIE.

### FACTORIA RAA.

No te fatia raa o Tona Hanahani te Arri vahine o Pomare, e te Tomania Auvaha no te Enepera no te 41 no Tétapa 1860, na faatoria hia ainei te hata Tahiti raa o Pohue e haava no te Matacina raa no Punaania.

### PARTIE NON OFFICIELLE.

Te faau hia'hi nei te mau haava Matacina, e ainei oioi i te mau meai haapii raa teienu i tohae no te meai no te Fare-Apoo-raa, e te mau Utu-tua hia e te mau Tophiti, e te Tiphua hore raa Tahiti, eia haere mai raa to te Auvaha raa moni nei, a afai atoa mai.

Te faatua hia te nei te feia tora no Tahiti e Moorea, e ei te mahana tora no teienu Avere no Atopi i mua nei, e haamata hia'hi te aufer raa o ta raa; mau moni tora no te tora o na avar e toru no te matahiti 1860, i te fare tora o te Auvaha no te toha hie o te mau ohipa tahi, e faufau hia e tao noa te i te ahiahi o te mahana 20 no taava avar e; O te feia e ore e tao mai i roto i teienu tau mahana, e ore i te raa e aufer hia e tao noa te i te tahi aufer raa.

Le Directeur des Affaires Européennes a l'honneur d'inviter MM. les Résidents notables de Tahiti, Moorea et Tiaourou, que le bureau du scrutin pour la nomination des juges Membres qui doivent concourir à former le personnel des Tribunaux, est composé de :

MM.

Brander, négociant,  
Buttland, pharmacien,  
Labarrague, négociant,  
Landes, directeur des affaires européennes.

Le scrutin sera ouvert le mardi, vingt-cinq septembre courant, de sept heures du matin à quatre heures du soir, heure à la quelle il sera procédé au dépouillement.

P. LAFITTE.

Nous croyons utile de publier ici, à titre de renseignement, deux Arrêtés de M. le Maire de la ville de Brest, sur la police des auberges, cabarets, etc.

Nous, Maire de la ville de Brest, officier de la Légion d'Honneur,

Vu les lois des 10-24 août 1790, et 18 juillet 1837 ;

Considérant que l'humanité, comme la morale publique, impose l'obligation d'adopter des mesures contre les habitudes d'ivrognerie, qui prennent un accroissement déplorable et sont souvent la source de scandales, de délits et quelque fois même de crimes ;

Considérant que la présence des personnes en état complet d'ivresse sur la voie publique, donne lieu à de graves accidents qui il est de devoir de l'administration municipale de prévenir ;

Considérant que le droit de vendre des boissons ne saurait devenir abusif au point de compromettre la santé des consommateurs, et qu'il existe cependant des cabarets et débits dans lesquels on profite de l'ivresse des clients pour en obtenir un profit immoral ;

Arrêtons :

Toute personne étendue sur la voie publique ou trouvée dans un état d'ivresse la rendant incapable de se diriger, sera considérée comme un obstacle à la circulation ; elle sera conduite à ses frais, au dépôt de la mairie où elle séjournera, jusqu'à ce qu'elle ait recouvré la raison ; elle sera, en outre, traduite devant le tribunal de simple police sous la prévention d'embaras à la voie publique.

Les débitants et cabaretiers, qui auront donné à boire à une personne ivre ou qui l'auront laissée s'enivrer au point de compromettre la contravention signalée ci-dessus, seront poursuivis comme les personnes ivres elles-mêmes et passibles des mêmes peines.

En Mairie, à Brest le 16 septembre 1850.

Nous, Maire de la ville de Brest, officier de la Légion d'Honneur,

Vu les lois des 16-24 août 1790, 22 juillet 1791, et 18 juillet 1837 ;

Vu l'article 473 du Code Pénal ;

Vu le décret du 29 Décembre 1831 ;

Arrêtons :

Art. 1<sup>er</sup>. Nul ne peut, sans avoir obtenu l'autorisation de M. le Préfet du département, tenir un hôtel, restaurant, café, auberge, cabaret ni autre établissement dans lequel seraient débités des boissons.

Tout changement de domicile est soumis à la même autorisation.

Art. 2. Il est enjoint à tout cabaretier de placer sur la principale porte d'entrée de son Etablissement une enseigne indicative de ses nom et profession, et écrite en lettres très-apparentes.

Art. 3. Tout cabaretier doit avoir, dans son débit, une série complète des mesures légales que comporte son commerce de boissons. Ces mesures seront tenues en état de propreté constante. L'usage des vases en cuivre ou en plomb est formellement interdit.

Art. 4. Les cafés, restaurants, cabarets et autres lieux de même nature ne pourront rester ouverts que jusqu'à onze heures du soir. Toute personne qui se donne point dans l'établissement doit en sortir à la dite heure.

## NOUVELLES-LOCALES.

### AVIS.

Après chaque courrier, la liste des personnes qui auraient des lettres, sera affichée à la Poste.

La distribution de ces lettres sera faite tous les jours de 7 heures du matin à 10 heures du matin, et de 3 heures à 5 heures du soir.

En cas d'infraction à cette disposition, il sera dressé procès-verbal, non seulement contre le maître de l'Etablissement, mais aussi contre toute personne étrangère qui y serait trouvée.

Art. 5. Il est défendu aux chefs des établissements désignés en l'article premier, ainsi qu'aux logeurs, de laisser jouer chez eux aucun jeu de hasard, de donner à boire aux gens ivres, aux vagabonds ou gens sans aveu et aux femmes de mauvaise vie, et de les recevoir ou garder chez eux.

Ils ne peuvent avoir dans l'intérieur de leurs maisons des chambres ou cabanels cachées ou se retireraient les buveurs ou les joueurs et autres gens qu'ils ne doivent pas recevoir dans leurs établissements.

Art. 6. Il est défendu aux chefs des établissements désignés en l'article premier, de laisser boire ou se divertir chez eux des enfants âgés de moins de seize ans, sous prétexte de leur faire boire, s'ils ne sont accompagnés de leurs parents.

Art. 7. Tout aubergiste, maître d'hôtel ou logeur de maison garnie, sera tenu d'avoir un registre timbré, coté et paraphé par M. le Commissaire central de Police, pour y inscrire de suite, sans blanc, rature ni surcharge, les noms, prénoms, qualité, domicile habituel, lieu de délivrance et date du passe-port, ainsi que la date de l'entrée et celle de la sortie de chacune des personnes qui coucheront chez eux, à même une seule nuit.

Art. 8. Ils soumettront ce registre, le 1<sup>er</sup> et le 15 de chaque mois, au visa du Commissaire de Police de leur arrondissement, et seront tenus de le présenter à toute réquisition qui leur en sera faite par le Maire, les adjoints, les Commissaires de Police, les gendarmes et autres ayant droit.

Art. 9. Ceux dont les établissements sont situés du côté de Brest, porteront chaque jour au bureau central de Police avant dix heures du matin, un bulletin ou relevé de leur registre et signalant les personnes logées pendant la veille.

Ceux dont les établissements sont situés du côté de Recouvrance, porteront aussi un relevé semblable au Commissaire de Police de cet arrondissement, chaque jour, avant neuf heures du matin.

Art. 10. Les hôteliers, aubergistes et logeurs qui, sciemment, auraient inscrit sur leur registre, sous des noms faux ou supposés, les personnes logées chez eux, seront punis d'un emprisonnement de six jours à un mois, (Code pénal, art. 151).

Art. 11. S'ils étaient convaincus d'avoir logé plus de vingt quatre heures, sans inscriptions, sur leur registre, des individus, qui, pendant cet intervalle, auraient commis un crime ou un délit, ils demeureraient civilement responsables des restitutions, indemnités et frais qui seraient adjugés aux personnes à qui ces crimes ou délits auraient causé quelque dommage (Code pénal, art. 73).

Art. 12. En cas de vol chez eux, autrement que par force majeure, les hôteliers, aubergistes et logeurs, à quelque titre que ce soit, sont responsables, comme dépositaires, des effets apportés par les voyageurs, soit que le vol ait été commis ou que le dommage ait été causé par leurs domestiques ou préposés, ou par des étrangers allant et venant dans l'hôtellerie (articles 1932, 1933 et 1954 du Code civil).

Art. 13. Les habitants qui ne jouent qu'accidentellement des chambres garnies, ne sont point assimilés aux hôteliers et logeurs de profession ; mais ils devront fournir au bureau de Police, dans les trois jours qui suivront chaque entrée ou sortie de leurs locataires, une note indicative des noms, prénoms, qualités et professions de ces derniers.

Art. 14. Les Arrêtés des 17 juillet 1827, 2 juin 1833 et 24 mai 1856, sont et demeurent abrogés.

Art. 15. MM. les Commissaires de Police sont chargés d'assurer l'exécution du présent Arrêté et de faire, à cet effet, de fréquentes visites chez les hôteliers et logeurs, où ils ont le droit de pénétrer depuis le lever du soleil jusqu'à onze heures du soir, heure fixée pour la fermeture des établissements.

Art. 16. Le présent Arrêté et celui du 16 septembre dernier seront imprimés par les soins de l'administration ; un exemplaire en sera remis à chaque logeur ou débitant, qui sera tenu de le placer dans un lieu apparent de son établissement et sera responsable de sa conservation.

En Mairie, à Brest, ce jour 17 Janvier 1860.

### PARAU FAATIE.

Ia tae mai te pite i te mau hepetoma'loa ra, e tapia hia te iea o te mau taata'loa e rata i ratou i rolo i te fare vai raa raa.

E tui hia taou man raa ra i te mau mahana'loa mai te hora 7 e tae no'u i te 10 i te poipoi, e mai te hora 3 i tae no'a i te 5 i te ahiahi.

Te mau taala maohi no te mataeinaa ra o Punaau  
oia hoi o *Matheta, Tawata, Tebaruru Tahua, Fenua*  
*eo Tehaeretua*, o tei pari hia i te paloi i te faau raa a  
feia teroi no to raleu ra mataeinaa, ua faamua anae hia a

